

DISCOURS DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING À VERDUN, NOTAMMENT SUR L'UNITÉ DE LA MAJORITÉ À LA VEILLE DU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, VENDREDI 8 MAI 1981.

8 MAY 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, messieurs, mes chers amis de Verdun, de la Meuse et de toute la Lorraine, lorsque je suis venu, avant le premier tour, à Metz et à Nancy, j'avais indiqué aux Meusiens que j'avais rencontrés que j'essayerais de venir pour le deuxième tour, et vous voyez qu'aujourd'hui, dernier jour de la campagne présidentielle, je tiens parole. Je suis heureux de vous retrouver à Verdun, vous tous, messieurs les parlementaires de Lorraine, vous aussi, monsieur le Premier ministre, dans cette région qui est une manifestation d'unité de la majorité des Français.

- C'est d'abord l'ancien combattant qui vous parle, celui du 8 mai 1945. Peu de responsables politiques actuels étaient aux armées le 8 mai 1945. Parmi les candidats à l'élection présidentielle je suis le seul et je suis venu ici, aujourd'hui, avec mes quatre camarades de combat du char "Carrousel", le char où nous avons appris ensemble, le 8 mai 1945, la victoire des armes de la France, vous les reconnaissez, parce que ce sont les seuls à cette tribune à ne pas être des parlementaires lorrains - le 8 mai fut un grand jour pour la France ! Pour ceux qui se battaient, il faut quelque chose de plus : nous avons tenu la promesse que nous nous étions faite à nous-mêmes, celle de nous battre jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'au moment où la France aurait effectivement la victoire, de ne pas nous arrêter en route tant que le but ne serait pas atteint, et ce jour du 8 mai 1945, à Constance, en Forêt noire, à Berchtesgaden, la paix nous atteignait, la paix nous envahissait, je veux dire la paix intérieure, celle de la liberté et de l'indépendance reconquises pour la France.

- Ma présence à Verdun ce soir, comme vous l'avez dit, messieurs les parlementaires, a une signification. Elle exprime l'unité profonde du monde des anciens combattants, unité profonde née à travers les générations d'une identité de sentiments et de sacrifices. Ils savent que j'ai contribué à renforcer cette unité. Combattants de 1914 - 1918, combattants et résistants de 1939 - 1945, mes camarades, combattants d'Indochine et d'Afrique du Nord, sont désormais unis dans l'estime, la reconnaissance et la considération des Français. Nous veillerons à ce que ces sentiments leur soient manifestés dignement. Voilà ce que je voulais exprimer par ma présence en ce jour à Verdun.\

J'en viens maintenant à la campagne présidentielle, d'abord pour vous poser une question : quand on voit cette campagne, est-on tenté de la faire durer deux mois de plus, ou ne faut-il pas la terminer dimanche par le choix net des Français ? Dans cette campagne, j'ai cherché à faire apparaître la vérité pour que les Françaises et les Français choisissent en connaissance de cause, cette vérité que mon concurrent François Mitterrand supporte si mal perdant son sang-froid, en venant aux insultes, confirmant ainsi l'adage, le vieil adage français : il n'y a que la vérité qui blesse ! Ce n'est pas comme cela qu'on gouverne un grand pays. Les insultes ne sont dignes ni d'un Président, ni d'un candidat à la Présidence. C'est pourquoi je n'y répondrai pas. Mais je vais vous confirmer ce que j'ai dit et, pendant les trois réunions d'aujourd'hui, je vais prendre les Françaises et les Français à témoin.

- J'ai accepté démocratiquement qu'on me juge sur mes actes, même lorsque c'étaient les actes du gouvernement et du Parlement pendant la durée de ma présidence. Alors, pourquoi mon concurrent n'accepte-t-il pas qu'on le juge au moins sur ce qu'il a écrit ? Toutes les propositions que j'ai citées figurent dans le Projet socialiste qu'il s'est engagé, par écrit, à appliquer s'il était Président de la République. J'ai toutes les preuves et toutes les références à ce sujet. Alors, pourquoi nier ? Je vais vous en donner deux exemples, et je donnerai deux exemples différents à chacune de mes réunions. Deux exemples dans la Meuse.\

D'abord, je pense aux agriculteurs et je reviendrai - tout à l'heure, M. Bivert en parlait - sur la situation difficile des éleveurs de la Meuse. Lorsque j'ai reçu au cours des derniers mois les dirigeants agricoles et que je leur ai demandé : "Quelle est, en dehors des prix, la question la plus importante pour l'avenir de l'exploitation familiale ?", ils m'ont dit : "C'est le problème de la transmission de l'exploitation familiale agricole. Cela devient trop difficile, dans une seule génération, d'acquérir le capital foncier, d'acquérir le matériel, d'acquérir les animaux, il faut donc alléger les conditions de transmission de l'exploitation

familiale agricole".

- J'ai cité, à la télévision, la proposition qui a été faite, au cours du dernier débat budgétaire, par les membres du groupe socialiste, sous la forme du dépôt d'un amendement. Cet amendement, je l'avais dans mon dossier du "face-à-face" de l'autre jour, il suffisait que mon concurrent François Mitterrand accepte un plus long débat, il suffisait qu'il accepte, comme je l'avais proposé, deux "face-à-face" pour me répondre. Cet amendement, le voici, avec le tarif des droits applicables en ligne directe, entre parents et enfants ou entre époux, qui y figure, et je vais demander maintenant à ces jeunes Verdunois et Verdunoises de circuler parmi vous pour distribuer le texte de cet amendement à ceux qui le désirent. Je vous conseille de le lire, mais non pas de l'adopter ! Vous verrez le tableau I, tel qu'il a été distribué à l'Assemblée nationale, tel que les parlementaires de la majorité l'ont repoussé, qui prévoit, comme je l'avais dit, l'imposition au taux de 45 % de la part de succession supérieure à 500000 F. Quant on connaît maintenant la valeur du foncier, quand on connaît la valeur de l'outil de travail en France, quand on connaît la valeur de la maison individuelle ou du jardin, on s'aperçoit de plus en plus que les Français ne pourront plus transmettre à leurs enfants ce qui est une de leurs aspirations les plus précieuses : le patrimoine qu'ils ont constitué pour eux.

Deuxième exemple. Je suis ici, en Lorraine, dans la région où stationne une partie importante de nos forces armées où une grande partie de ceux qui servent dans ces forces, officiers, sous-officiers, engagés et appelés, connaissent l'importance de notre effort de défense. Eh bien, je vous cite ce qui figure, en ce qui concerne nos forces de défense, dans ce Projet socialiste, c'est-à-dire : l'instauration de comités de soldats, le droit d'association reconnu au sein des unités, librement, et le fait pour ces associations de pouvoir exercer un recours contre les décisions disciplinaires de la hiérarchie militaire ! Ceux qui ont servi et ceux qui servent dans nos armées savent qu'aucune armée du monde ne résisterait à une situation de ce type. Donc, je mets en garde ceux qui servent dans nos forces, ceux qui se préoccupent de notre défense, contre de telles propositions.

- Voilà deux affirmations que j'ai présentées. La première a été niée - vous avez l'amendement sur vos genoux - à la seconde, il n'a même pas été répondu !

Dans ce pays de Lorraine, je voudrais d'abord me réjouir avec vous de l'unité de la majorité. Je voudrais en même temps souhaiter son élargissement, car je crois que nous devons appeler à nous rejoindre toutes celles et tous ceux qui refusent la socialisation et la bureaucratisation de la société française et je crois qu'ils seront très nombreux à le dire dimanche. De cette unité de la majorité, vous me permettez, monsieur le Premier ministre Pierre Messmer, de dire que votre présence ici apporte un témoignage symbolique. Nous nous sommes bien connus dans le passé. J'ai, en effet, travaillé dans les gouvernements dont vous étiez Premier ministre, et j'y ai connu à la fois l'autorité que vous y exerciez et aussi le sens de la solidarité que vous manifestiez avec les membres de votre gouvernement. Je vous rappelle - et vous vous en souvenez - que lors du décès du Président Pompidou, en 1974, j'ai indiqué dans ma première déclaration publique que si vous vous étiez présenté je vous aurais apporté mon soutien.

- Je souhaite qu'après les débats, les débats inévitables du premier tour - car s'il y a deux tours, c'est bien pour qu'il y ait une certaine expression politique au premier tour - il y ait désormais l'élan de la grande majorité du peuple français pour assurer la victoire de l'essentiel, ce que vous rappeliez tout à l'heure, monsieur le sénateur, c'est-à-dire le maintien des institutions de la Vème République, le maintien de l'héritage constitutionnel du général de Gaulle dont vous savez très bien que, dans cette compétition, je suis le seul à pouvoir l'assurer.

- Je vous dirai tout à l'heure - je ne sais pas si vous regarderez mon émission de ce soir, mais je vous l'annonce - que si mon adversaire François Mitterrand l'emporte dimanche prochain, ce sera la fin de la Vème République, parce que la Vème République repose, d'une part, sur des institutions contre lesquelles il s'est toujours prononcé et, d'autre part, elle repose aussi sur une majorité d'hommes et de femmes qui ont eu le courage et la ténacité, au travers des difficultés que la France a traversées depuis vingt-trois ans, de maintenir leur entente et leur effort pour la faire vivre. Si cette majorité se disperse, quels que soient les textes, l'esprit des institutions de la Vème République ne survivra pas au scrutin. La Meuse... Verdun... Monsieur le député, vous m'avez rappelé qu'il y avait bientôt le 65ème anniversaire de Verdun. J'étais venu pour le 60ème et je lui avais donné - je crois que vous vous en

souvenez - l'éclat qu'il méritait. Je voulais manifester par là la reconnaissance des hommes et des femmes de notre génération pour la génération héroïque qui nous a précédés. Je parlais tout à l'heure de nos souvenirs d'anciens combattants. Ce n'est pas, je crois, leur faire insulte que de dire que l'effort de ceux qui ont combattu dans les tranchées de 1914 - 1918 a été un effort encore plus dur que le nôtre, et je voulais leur rendre cet hommage public. Les dispositions nécessaires seront prises pour faciliter l'organisation de cette manifestation et le nouveau Président de la République veillera à ce que, sur-le-plan des grands Ordres nationaux - comme je l'ai déjà fait à plusieurs reprises jusqu'ici - tous ceux qui portent, dans leur souvenir ou dans leur chair, leur part de contribution à cette victoire, voient leurs mérites récompensés.\

La Meuse connaît le problème - vous l'avez évoqué tous les deux, messieurs les parlementaires - du lent dépeuplement des zones rurales fragiles, et je n'ignore pas, parce que vous nous le dites, que la situation de l'emploi y est plus préoccupante que dans le reste de la Lorraine. En février dernier, le gouvernement a adopté une série de mesures qui concernent une partie du département. Je considère qu'il faut aller plus loin. Vous savez que les débuts d'un septennat sont favorables au lancement d'actions de longue haleine. En liaison avec les élus locaux et socio-professionnels, le prochain gouvernement devra préparer un "Plan Meuse". Ce plan portera à la fois sur l'agriculture, car vous avez des problèmes spécifiques d'élevage et de forêts, sur l'industrie, sur le tourisme, sur les grands équipements publics. Comme nous l'avons toujours fait dans les autres régions, il comportera des engagements chiffrés et un calendrier précis. Il sera établi, bien entendu, en concertation avec les autorités départementales et régionales.\

Dans cette dernière journée de la campagne présidentielle, je suis obligé d'être à l'heure & je suis arrivé à l'heure, je dois partir à l'heure.. ce qui est, d'ailleurs, une performance assez rare ! Je voudrais seulement vous dire un mot sur ce que je souhaite que le septennat nouveau représente pour les Français et pour la France.

- Pour les Français, je souhaite que la France du septennat nouveau soit plus ouverte et plus douce à vivre, je souhaite que la campagne présidentielle ait ouvert la voie à une société plus fraternelle et plus solidaire, et d'ailleurs, je l'ai senti au fur et à mesure que se déroulait cette campagne. Je souhaite, en particulier, que l'effort que j'ai entrepris pour ouvrir plus largement les responsabilités aux femmes se poursuive. Dans cette région, dans ce département, qui ont apporté à la France la plus illustre des Françaises, je souhaite que les femmes françaises puissent mieux concilier, grâce à des solutions nouvelles, leur vie de famille, qu'elles aiment et dans laquelle elles doivent conserver leur responsabilité d'éducatrices, et le travail, leur activité de travail auquel elles aspirent normalement. Je souhaite que les femmes françaises que j'ai devant moi, les jeunes filles qui m'accueillaient et qui seront la nouvelle génération de la France apportent à notre pays ce trésor qu'elles possèdent, nous le savons bien, c'est-à-dire un trésor de générosité, de raison et en même temps de nouveauté.\

Les jeunes m'ont beaucoup aidé dans ma campagne. Ce sont eux qui m'ont accueilli, accompagné, ce sont eux qui ont pris sur leur temps diurne et nocturne pour répandre mes idées ou mon message. Ils ont vu que la France était bien placée pour devenir un pays de tête dans le monde et j'ai été frappé, au cours de cette campagne, par la qualité, par la capacité, par l'ardeur de la jeunesse française, qu'une certaine mode décriait encore il y a quelques années. Mais, pour que la France soit placée en tête des pays du monde, il faut regarder en avant, il faut cesser de regarder en arrière. Il faut avoir de grands projets et ne pas se contenter d'arrêter ceux des autres ! Il faut aimer. Il faut aimer le monde de notre temps, il faut le comprendre, il ne faut pas le rejeter, ni à l'intérieur, où nous devons resserrer la solidarité entre les Français, ni à l'extérieur, où la France doit aimer et comprendre ce que j'appelle le monde qui vient.\

Dans cette campagne, j'ai reçu d'innombrables conseils - je pense que c'était vrai d'ailleurs de tous les candidats - et, dans les derniers jours, j'étais même bombardé de conseils. On me disait : "Il faut dire ceci pour ceux-là... Il faut promettre ceci à ceux-là... Vous avez oublié d'ajouter un adjectif en direction de ceux-ci..." J'écoutais comme je pouvais tous ces conseils... D'ailleurs, c'était très curieux, parce qu'on me disait : "Vous devriez dire cela"... et je l'avais dit la veille ! Dans ce cas-là, je m'efforçais de le répéter, ce qui est de toutes façons mieux que de se contredire !

- Parmi les donneurs de conseils, on m'a dit souvent, notamment les experts : "Vous savez, ne parlez pas du rôle et de la place de la France dans le monde... N'en parlez pas. ce n'est pas la peine. ce n'est

pas cela qui fera voter les Français". Et pourtant, je n'ai pas suivi ce conseil, car je considère que partout en France, parmi les plus âgés qui ont souffert des humiliations de notre pays, parmi ceux qui sont au travail, et parmi les plus jeunes qui veulent être fiers de notre pays, il est important de parler de la France.

- J'ai été votre Président pendant sept ans. Une grande partie de mon action, c'était normal, a été consacrée à représenter la France dans le monde, à vous représenter vous-mêmes. Quand vous nous regardiez sur les écrans de la télévision, Anne-Aymone et moi, c'était vous que nous représentions, c'était vous, individuellement, dans chacun des rangs de cette salle, chacune et chacun d'entre vous, et nous avons veillé à ce que la France soit représentée dignement, c'est-à-dire qu'elle joue son rôle, qu'elle tienne sa place, qu'elle soit respectée et considérée dans le monde. Personne ne peut contester que cela ait été le cas.

- Je sais que cela compte pour vous, et c'est pourquoi, à côté des innombrables conseils qu'on m'a donnés pour remettre ceci ou pour distribuer cela, je suis persuadé que dans votre vote de dimanche vous penserez au moins autant, et peut-être un peu plus, à la France.\

Françaises et Français, nous voici égaux. Pendant un certain temps, durant la présidence, en-raison de nos très anciennes traditions nationales, la France ayant un pouvoir fort depuis dix siècles, on croit que - d'ailleurs, à Verdun, on en sait quelque chose - parce que quelqu'un est au pouvoir, il est nécessairement éloigné et distant des Français. En réalité, c'est le pouvoir qu'on regarde, ce n'est pas la personne. Mais en tout cas, de toutes façons, à-partir de dimanche matin, nous voici égaux les uns et les autres. Votre bulletin de vote, à vous et à moi, pèsera d'un même poids pour décider du sort de notre pays. Chaque voix compte et chaque voix sera comptée. Aucune ne doit manquer au moment décisif ! Que représente, dans un grand choix national, le refus de se décider ou de se prononcer ? On le regrette amèrement plus tard, nous le savons très bien... Mais plus tard, c'est trop tard !

- Réfléchissez et faites réfléchir autour de vous, tant qu'il en est encore temps. Parcourez les villes, les villages, la campagne de la Lorraine, jusqu'à dimanche, pour qu'il n'y ait personne qui soit oublié ou qui soit isolé dans ce grand choix national, car l'enjeu, c'est l'avenir, c'est l'avenir de chacune et de chacun de vous autant que le mien propre, et c'est l'avenir de vos enfants, dont vous ne voulez pas qu'ils vivent dans une France imprécise, en désordre ou en déclin, comme on en voit des exemples au-delà de nos frontières.

- L'enjeu, c'est la France ! L'enjeu, c'est la France, et c'est pour cela que je me suis donné beaucoup de peine dans cette campagne. J'espère avoir réussi à vous faire comprendre que c'est un grand enjeu national, et qu'après votre choix de dimanche nous pourrons tout de suite, et tous ensemble, sans désordre, sans dissolution, sans élections, entreprendre notre marche en avant vers une France plus forte dans le monde et, en même temps, vers une France plus unie et plus fraternelle pour les Français. C'est cela que je voulais vous dire à Verdun, en disant avec vous : vivre la République, et allez la France !\